

Publié le 28 janvier 2021

USA : la fin d'une partie... et le début d'une autre

Le 20 janvier, Joe Biden a finalement été intronisé 46^e Président des États-Unis, sans que Donald Trump n'active, comme la Constitution le lui permettait, la loi martiale. Pour autant, la partie est loin d'être finie, et bien des incertitudes pèsent déjà sur la présidence Biden...

Les jours qui ont précédé la date fatidique de l'investiture de Joe Biden, de nombreux documents ont été déclassifiés et diffusés sur le net. Parmi eux, une bonne partie du célèbre «laptop», l'ordinateur portable du fils Biden, certaines montrant des vidéos très compromettantes de ses ébats sexuels, d'autres le montrant, semble-t-il, sous l'emprise de drogues. On peut y voir aussi ses échanges avec ses associés ukrainiens, russes et chinois, dans lesquels il écrit «50 % for the big guy» (50 % pour le grand type), et bien d'autres choses. Il semble que cet ordinateur ait été «égaré» avant l'élection présidentielle dans les méandres du Département de la Justice...

De même, on trouve les preuves écrites qu'Obama a monté de toutes pièces l'accusation de la collusion de Trump avec les Russes en 2016, pour détourner l'attention des déboires d'Hillary Clinton pendant la campagne, ou encore celles montrant qu'il a fait espionner le futur Président avant son investiture. Tous ces documents ont été mis sur le net dans les jours qui ont précédé le 20 janvier, et il est impossible que tout ne soit que «fake». Par ailleurs, l'avocate Sidney Powell a également mis en ligne, la veille du 20 janvier, un rapport de 270 pages qui détaille les «malfaçons» remarquées sur les machines à voter Dominion¹, les preuves des mensonges des dirigeants de cette entreprise selon lesquelles elles ne pouvaient pas être connectées, leurs liens (à la Barbade) avec d'autres sociétés récemment investies par les Chinois, etc. Peut-on ne compter que des fausses preuves dans un document aussi volumineux ? Le rejet pur et simple d'un tel rapport semble à tout le moins hasardeux...

Méfiance croissante des électeurs envers Biden

Tout cela est visible aujourd'hui pour tout un chacun, en plus de ce qui avait été exposé précédemment, après le 3 novembre². Pour certains, c'était la preuve que Trump préparait l'opinion à un ultime coup de théâtre, déclarant la loi martiale la veille ou le matin de l'investiture, afin de donner aux tribunaux militaires les pouvoirs pour enquêter et pour arrêter et pour juger les coupables. En somme, pour faire le travail que les tribunaux civils ont refusé de faire parce qu'ils subissaient la pression de «l'État profond» ou de divers lobbies, ou parce qu'ils craignaient que les lièvres soulevés ne soient trop gros. Ces analystes se sont trompés, soit que l'armée n'ait pas voulu assumer cette mission politique très lourde, soit qu'elle considère ne pas avoir encore rassemblé les

1 - Il fallait pour cela prouver l'ingérence de puissances étrangères dans le processus électoral. Les éléments de preuves apportés par l'avocate Sidney Powell semblent montrer que c'était le cas, à travers, notamment, le piratage des machines Dominion.

2 - Voir Aphadolie.com.

preuves suffisantes, ou bien encore parce que Trump a craint, au dernier moment, les conséquences du choc politique extrême que cette décision aurait entraînées.

Il n'est pas question ici de prendre parti par rapport à ces allégations de preuves de fraude tant que la police et la justice n'ont pas fait leur travail. Ce qui est certain, par contre, c'est qu'avec tous les documents déclassifiés – que chacun peut consulter à loisir –, la méfiance d'une partie des électeurs, déjà fort importante avant le 20 janvier³, n'a fait depuis lors qu'augmenter. Elle représente pour Biden un lourd handicap, et ce dès le début de son mandat. Il est déjà fortement démonétisé, comme en témoignent les premiers sondages⁴.

Mais d'autres éléments sont à considérer, qui vont dans le même sens.

Un Président fragilisé

D'abord, l'âge et la fragilité de la santé de Biden, qui jettent un doute sur sa capacité à gouverner. En effet, on sait qu'il n'a pratiquement pas fait campagne physiquement, mais qu'il a choisi de rester, pendant une bonne partie de celle-ci, confiné dans sa maison du Delaware. De même, ses conférences de presse étaient toujours extrêmement courtes. Maintenant qu'il est Président et obligé de se montrer en public, chacun peut guetter, avec crainte, honte ou gourmandise, les signes de sa décrépitude.

Il n'a pas fallu longtemps pour qu'ils se manifestent, ainsi que le prouve l'affaire du «*Salute the Marine*», une vidéo qui tourne en boucle sur les réseaux américains⁵. De même, de nombreuses voix, y compris chez les démocrates, considèrent que la deuxième tentative d'*impeachment* de Trump, imposée à son propre camp par le leader démocrate à la Chambre, Nancy Pelosi – qui règle un compte personnel avec l'ancien Président – est une grosse bêtise, qui n'a aucune chance d'aboutir, puisque Trump n'est même plus en poste. Une telle entreprise, perdue d'avance, ne fera que contribuer à le maintenir en selle et à affaiblir les démocrates. De cela, ils accusent déjà le nouveau Président, qu'ils jugent faible et incapable d'imposer sa volonté à son propre parti. Les actions très récentes de la Chine sont un troisième indice visant à tester le caractère plus ou moins ferme de ce nouveau pouvoir⁶.

Mais surtout, ce qui va peser sur Joe Biden, c'est le bilan de son prédécesseur. Si la personnalité de celui-ci est clivante, par contre, de nombreux Américains reconnaissent – et cela bien au-delà de son propre camp – que ses réalisations ont été remarquables, tant pour ce qui concerne l'économie et l'emploi, que pour l'arrêt de l'immigration illégale ou encore pour la politique énergétique, la

3 - Méfiance estimée à 40 % des électeurs.

4 - Ainsi, le 20 janvier, le jour-même de son élection, il ne comptait que 48 % d'opinions favorables, contre respectivement 56 % pour Trump et 67 % pour Obama le jour de leur propre investiture.

5 - Au moment d'entrer dans un bâtiment officiel, lorsqu'il passe devant le soldat gardant l'entrée, on entend le nouveau Président dire : «*Salute le Marine*». Les analystes de cette séquence disent que Biden dispose d'une oreillette, par laquelle on lui donne des ordres sur ce qu'il doit faire. On lui a donc dit de saluer le Marine à l'entrée mais, se montrant incapable de faire la différence entre ce qu'il doit dire et ce qu'il doit faire, il a répété «*Salute le Marine*», au lieu de le saluer effectivement. Voir sur [Youtube](#).

6 - Au moment même de l'investiture, le pouvoir chinois a «*blacklisté*» les principaux collaborateurs de Trump (Pompeo et quelques autres). Cette action était destinée à vérifier si Biden défendrait ses ressortissants, même ses adversaires. De même, les Chinois ont lancé dans la foulée une flotte de bombardiers supposément nucléaires dans l'espace militaire de Taïwan. Autant de tests destinés à vérifier la fermeté du nouveau pouvoir. Voir sur [Youtube](#).

fermeté face à la Chine ou encore la célérité pour mettre en place les vaccins⁷. Et que dire du fait qu'il est l'un des seuls dirigeants à n'avoir déclenché aucune guerre durant son mandat ?

D'une façon générale, Trump a, dès le début de son mandat, construit et imposé pour son pays un modèle de développement alternatif au modèle mondialiste, basé sur une affirmation de l'Amérique plus forte («*Make America great again*») et sur une protection meilleure, un modèle dont beaucoup, y compris les marchés, ont admis ensuite la pertinence et l'efficacité. Il a montré que le patriotisme, ce n'était pas l'autarcie, et que cela marchait. Aujourd'hui, il est très difficile pour Biden de revenir sur ces acquis. Ses premières mesures, comme l'arrêt de la construction du mur ou du pipe-line Keystone XL⁸, ou encore la critique de l'organisation logistique des vaccins, ont déjà été mal perçues, tant aux USA qu'au Canada. Si jamais l'économie, qui a redémarré d'une façon spectaculaire dans les derniers mois de la campagne, après le coup d'arrêt de la première vague de la pandémie, donne sous peu des signes de faiblesse, l'opinion – et pas seulement les républicains – ne manquera pas d'en tenir rigueur à Biden.

De même, en politique étrangère, les axes définis par Trump sont difficiles à toucher :

- Les Américains verraient d'un très mauvais œil que l'on remette en question la ligne dure fixée par rapport à la Chine.
- Biden ne refondra pas non plus la carte du Moyen-Orient. Après les accords d'Abraham, qui rapprochent Israël, les monarchies du Golfe et l'Arabie Saoudite, la région est «verrouillée». Il ne pourra pas remettre en vigueur le traité avec l'Iran.
- Biden va très probablement renforcer la politique anti russe.

Quelles marges de manœuvre pour Biden ?

S'il ne peut pas empêcher que la vindicative Pelosi, aveuglée par la vengeance, remette dès à présent Trump au centre du jeu politique, s'il ne peut toucher à la politique de son prédécesseur sans se faire critiquer, s'il ne peut même pas modifier sa politique étrangère, que reste-t-il à Biden pour «imprimer sa marque» ?

Il a déjà annoncé son retour dans l'accord de Paris sur le climat, mais par malchance, alors que Trump en était sorti, le bilan carbone des USA est malgré tout très bon. De même, il ne peut pas revenir sur la politique énergétique antérieure, qui a donné à l'Amérique l'indépendance et le leadership mondial dans ce domaine... Il sera donc réduit, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, à faire de la figuration.

Pour autant, ses possibilités d'action ne sont pas nulles. D'abord, il va poursuivre la «chasse aux sorcières» qu'il avait annoncée et qu'il a réaffirmée dans son discours d'intronisation⁹ Ensuite, c'est dans le domaine social et sociétal qu'il va pouvoir «s'exprimer» :

7 - Voir sur [Youtube](#).

8 - Keystone XL est un oléoduc qui doit transporter des hydrocarbures, essentiellement du bitume issu de sables bitumineux, depuis l'Alberta (Canada) vers les USA. Il devait créer plus de 60 000 emplois. Voir sur [Youtube](#).

9 - Affirmant *en même temps* qu'il voulait réunir tous les Américains et éradiquer les «ennemis de l'intérieur» et les «suprémacistes blancs» !

- Tout d'abord, en essayant probablement de remettre en selle l'Obamacare, malgré sa gestion problématique et son coût exorbitant. Pour cela, il sera obligé d'augmenter les taxes sur les classes moyennes, que Trump avait baissées.
- Ensuite, par la tentative de modifier le nombre de juges de la Cour suprême, afin d'augmenter la part des démocrates et de «constitutionnaliser» le droit à l'avortement, ou par des lois pour renforcer les droits et la discrimination positive en faveur des noirs ou des minorités LGBT, par l'ouverture des frontières aux migrants et les régularisations massives.

Dans tous ces domaines, on verra la marque de Joe Biden aux USA, mais aussi en Europe !

En politique étrangère, il affirmera revenir au multilatéralisme et aux relations «apaisées» avec l'Europe, même si, sur le fond, il ne pourra pas remettre en cause la doctrine Trump du «*America first*». Donc, il ne changera pas grand-chose, mis à part le style. Avec la Chine, il ne peut ni se montrer faible – en apparence du moins (parce que les Américains le lui reprocheraient) –, ni se montrer fort sur le fond (compte tenu des collusions multiples du camp démocrate et de Wall Street avec ce pays). Il va donc, là aussi, donner le change, et probablement allier les paroles fortes et les actes faibles.

Quel avenir pour Donald Trump ?

Et Trump dans tout ça, me dira-t-on ?

D'abord, et c'est déjà commencé, il va subir la vindicte démocrate tous azimuts : deuxième *impeachment*, privation de Twitter et de Facebook, pressions sur ses soutiens et ses collaborateurs, annulation des contrats de ses sociétés pour le mettre en faillite et certainement procès à n'en plus finir. Il n'est cependant pas sûr que cela desserve Trump. En effet, il ne sera jamais en faillite personnelle, comme l'a montrée la facilité avec laquelle, après le 3 novembre, il a levé des fonds afin de payer ses innombrables avocats pour prouver la fraude. Ensuite, en faisant cela, les démocrates retomberont une fois de plus dans le piège que Trump leur tend depuis 2016 : se présenter comme la victime de la haine inextinguible de l'*establishment* et donc comme le meilleur défenseur du peuple. Cette tactique a toujours merveilleusement marché.

Ensuite, en partant sans «baisser la tête», Trump s'est donné vis-à-vis de ses supporters – 74 millions d'Américains, ce qui n'est pas rien ! – l'image d'un homme qui se bat jusqu'au bout pour ses idées et ses électeurs. Les premiers sondages semblent montrer que sa défaite ne lui porte pas préjudice, puisque sa cote de popularité continue à monter. Ce qui tend à conjurer le risque très vraisemblable que ses électeurs ne cherchent à lui faire «porter le chapeau» de la flamme d'espoir qu'il a maintenue jusqu'au bout et finalement laissée s'éteindre. De même, il ne semble pas que les «jeunes loups» de son parti (Ted Cruz, Josh Hawley, Michaël Flynn) aient voulu profiter de l'occasion pour lui reprocher de ne pas avoir déclaré la loi martiale et pour achever le sanglier blessé. Cela non plus n'était pas gagné d'avance...

Aujourd'hui, et sous réserve qu'il ne fasse pas de fautes, il semble bien que Trump soit encore «le patron» dans son propre camp. Nul doute qu'il prendra rapidement des initiatives pour consolider ce statut. Elles pourraient être de deux ordres :

- Créer son propre parti. D'aucuns pensent que ce serait une erreur, susceptible uniquement de semer la discorde au «*Grand Old Party*», le parti républicain, et de diviser ses forces.
- Une autre option, plus probable, serait qu'il cherche à «faire le ménage», à «purger» le parti des «faibles» et des «traîtres»¹⁰ pour en faire une machine de guerre à sa main. Pour cela, une méthode très simple : les identifier et leur envoyer systématiquement «dans les pattes», l'an prochain, des candidats dissidents, dûment estampillés «Trump». Ceux qui seront ainsi «collés au mur» sont certains d'être exécutés politiquement...

Car déjà, les prochaines «*midterm elections*», les élections de mi-mandat, qui doivent renouveler les Chambres, se profilent. Elles se dérouleront en novembre 2022. C'est demain, et il n'y a pas de temps à perdre. À moins que Biden ne soit à son tour «*impeached*» ou qu'il démissionne de lui-même avant... Avec tout ce qui se trouve sur les réseaux, il y a, semble-t-il, largement de quoi ! Dans tous les cas, il aura «fait le job», à savoir assurer la transition.

Quoi qu'il arrive, la partie qui vient de s'achever a été tout à fait extraordinaire, et elle est déjà le début d'une autre. Aux USA, la politique n'est pas un «long fleuve tranquille». C'est un film dramatique, une saga violente et sanglante, un spectacle à la fois misérable et grandiose, et une série d'épisodes qui ne s'arrête jamais !

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

10 - Voir sur [Youtube](https://www.youtube.com).